

In Extenso

AUDIT

ASSOCIATION PAZ' A PAS

Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901

Rue Françoise Dolto

44680 SAINTE-PAZANNE

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2025

In Extenso

AUDIT

ASSOCIATION PAZ' A PAS

Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901

Rue Françoise Dolto

44680 SAINTE-PAZANNE

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2025

Aux membres,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association PAZ' A PAS relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les incidences de la première application du règlement ANC n°2023-03 exposées dans la note « Changement de méthodes comptables » de l'annexe des comptes annuels.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Nos travaux ont consisté à nous assurer de la conformité des financements perçus, subventions et concours publics, ainsi que des coûts engagés.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport financier et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier de la trésorière et dans les autres documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels adressés.

En application de la loi, nous vous signalons que les informations relatives aux délais de paiement prévues à l'article D.441-6 du code de commerce ne sont pas mentionnées dans le rapport financier. En conséquence, nous ne pouvons attester de leur sincérité et de leur concordance avec les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

In Extenso

AUDIT

Fait à Saint Herblain, le 29 mai 2026
Le Commissaire aux Comptes

IN EXTENSO OUEST AUDIT

Julien BARBEAU

Commissaire aux Comptes - Associé

Pièces annexées : Bilan, Compte de résultat, Annexe

BILAN ACTIF

31/12/2025				31/12/2024
Brut		Amort. dépréciat.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et développement				
Concessions, brvts, licences, logiciels, drts & val, similaires	16 967	11 832	5 135	6 547
Fonds commercial (1)				
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels	39 968	24 694	15 274	14 501
Autres immobilisations corporelles	88 511	63 535	24 976	22 040
Immobilisations grevées de droits				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations financières (2)				
Participations				
Créances rattachées à des participations				
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille				
Autres titres immobilisés				
Prêts	11 423		11 423	11 423
Autres immobilisations financières	1 020		1 020	5 000
TOTAL (I)	157 889	100 061	57 828	59 511
Comptes de liaison				
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Matières premières et approvisionnements				
En-cours de production de biens				
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes	180		180	690
Créances d'exploitation (3)				
Créances usagers et comptes rattachés	50 658	9 851	40 807	39 861
Autres créances	126 112		126 112	116 928
Valeurs mobilières de placement				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	537 022		537 022	547 200
Charges constatées d'avance (3)	10 263		10 263	8 340
TOTAL (II)	724 235	9 851	714 384	713 019
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)				
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Ecarts de conversion activ (V)				
TOTAL GENERAL (I à V)	882 124	109 912	772 212	772 530
(1) dont droit au bail				
(2) dont à moins d'un an				
(3) dont à plus d'un an				
ENGAGEMENTS RECUS				
Legs nets à réaliser :				
- acceptés par organes statutairement compétents				
- autorisé par l'organisme de tutelle				
Dons en nature restant à vendre				

BILAN PASSIF

	31/12/2025	31/12/2024
	Net	Net
FONDS ASSOCIATIFS		
Fonds propres		
Fonds associatifs sans droit de reprise	55 780	55 780
Dont legs et don. Avec contrepartie d'actifs immo., subv. D'invest. Affectés à des biens renouvelables		
Ecarts de réévaluation		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves	35 000	35 000
Report à nouveau	322 328	289 245
RESULTAT DE L'EXERCICE (excédent ou déficit)	-3 334	33 083
Autres fonds associatifs		
Fonds associatifs avec droit de reprise		
Résultats sous contrôle des tiers financeurs		
Ecarts de réévaluation		
Subventions d'investissement sur biens non renouvelables	5 510	7 963
Provisions réglementées		
Droits des propriétaires (Comodat)		
TOTAL (I)	415 284	421 071
Comptes de liaison (II)		
PROVISIONS		
Provisions pour risques	18 096	19 171
Provisions pour charges	148 907	165 723
TOTAL (III)	167 003	184 894
FONDS DEDIES		
Sur subventions de fonctionnement		400
Sur autres ressources		
TOTAL (IV)	0	400
DETTES (1)		
Emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)	1 000	
Emprunts et dettes financières divers (3)		
Avances et acomptes reçus sur commandes		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	29 486	25 553
Dettes fiscales et sociales	159 349	126 465
Dettes immobilisations et comptes rattachés	90	90
Autres dettes	0	14 057
Produits constatés d'avance (1)	0	0
TOTAL (V)	189 925	166 165
Ecarts de conversion passif (VI)		
TOTAL GENERAL (I à VI)	772 212	772 530
(1) Dont à moins d'un an (A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours)	189 925	166 165
(1) Dont à plus d'un an (A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours) (
2) dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque		
(3) dont emprunts participatifs		
ENGAGEMENTS DONNES		

COMPTE DE RESULTAT

	31/12/2025	31/12/2024	2024 reclassé
	Total	Total	Total
PRODUITS D'EXPLOITATION			
Ventes de marchandises			
Production vendue			
Prestations de services	789 460	799 364	799 364
MONTANT NET DES PRODUITS D'EXPLOITATION	789 460	799 364	799 364
Production stockée			
Production immobilisée			
Subventions d'exploitation	585 472	609 097	618 179
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de char	31 587	50 936	7 647
Collectes			
Cotisations	8 060	8 140	8 140
Autres produits	12 505	7 245	11 493
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION (1) (I)	1 427 084	1 474 782	1 444 823
CHARGES D'EXPLOITATION			
Achats de marchandises			
Variation de stocks (marchandises)			
Achats de matières premières et autres approvisionnements	0	0	
Variation de stocks (matières premières et autres approvisionnements)			
Autres achats et charges externes (2)	251 163	238 692	238 692
Impôts, taxes et versements assimilés	58 455	53 737	53 737
Salaires et traitements	829 751	844 145	809 896
Charges sociales	265 309	241 711	241 711
Autres charges de personnel			
Dotations aux amortissements sur immobilisations	16 049	14 481	14 481
Dotations aux dépréciations sur immobilisations			
Dotations aux dépréciations sur actif circulant	9 851	9 200	9 200
Dotations aux provisions pour risques et charges	4 096	34 524	34 524
Autres charges	4 388	16 383	20 739
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION (3) (II)	1 439 062	1 452 873	1 422 980
1 - RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	-11 978	21 909	21 843
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun			
Excédent attribué ou déficit transféré (III)			
Déficit supporté ou excédent transféré (IV)			
PRODUITS FINANCIERS			
De participations (4)			
Autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (4)			
Autres intérêts et produits assimilés (4)	10 852	14 086	14 086
Reprises sur dépréciations, provisions et transfert de charges			
Différences positives de change			
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement			
TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS (V)	10 852	14 086	14 086
CHARGES FINANCIERES			
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions			
Intérêts et charges assimilées (5)			
Différences négatives de change			
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement			
TOTAL DES CHARGES FIANCIERES (VI)			
2 - RESULTAT FINANCIER	10 852	14 086	14 086
3 - RESULTAT COURANT AVANT IMPOT (I - II + III - IV + V - VI)	-1 126	35 995	35 929

COMPTE DE RESULTAT

	31/12/2025	31/12/2024	2024 reclassé
	Total	Total	Total
PRODUITS EXCEPTIONNELS			
Sur opérations de gestion		1 707	0
Sur opérations en capital		2 581	0
Reprises sur dépréciations, provisions et transfert de charges			
TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS (VII)	0	4 288	0
CHARGES EXCEPTIONNELLES			
Sur opérations de gestion		4 355	0
Sur opérations en capital			
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et provisions			
TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELS (VIII)	0	4 355	0
4 - RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII - VIII)	0	-67	0
Impôts sur les bénéfices	2 208	2 845	2 845
TOTAL DES PRODUITS	1 437 936	1 493 156	1 458 909
TOTAL DES CHARGES	1 441 270	1 460 073	1 425 825
5 - SOLDE INTERMEDIAIRE	-3 334	33 083	33 083
+ Report de ressources non utilisées des exercices antérieurs			
- Engagements à réaliser sur ressources affectées			
6 - EXCEDENT OU DEFICIT	-3 334	33 083	33 083
(1) dont produits afférents à des exercices antérieurs	2 073	1 707	1 707
(2) dont redevances sur crédit-bail mobilier			
dont redevances sur crédit-bail immobilier			
(3) dont charges afférentes à des exercices antérieurs	1 275	4 355	4 355
(4) dont produits concernant des entreprises liées			
(5) dont intérêts concernant des entreprises liées			
EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Produits			
Bénévolat	6 645	5 666	5 666
Prestations en nature	174 139	240 483	240 483
Dons en nature			
TOTAL	180 784	246 149	246 149
Charges			
Secours en nature			
Mise à disposition gratuite de biens	174 139	240 483	240 483
Prestations			
Personnel bénévole	6 645	5 666	5 666
TOTAL	180 784	246 149	246 149

Changement de méthodes comptables :

A compter du 1er janvier 2025, l'application pour la première fois du règlement ANC 2023-03 modifiant le règlement ANC 2018-06 entraîne des changements de comptabilisation et de présentation.

Les principaux effets sur les comptes concernent

- le résultat exceptionnel : celui-ci est dorénavant réservé à des opérations majeures et inhabituelles
- la suppression de la technique des transferts de charges : les contrats aidés sont inscrits en subventions d'exploitation, et les remboursements d'IJ ou autres frais de personnel sont inscrits au crédit des charges de personnel

Cette première année d'application constitue un changement de méthode comptable lié à un changement de réglementation comptable, appliqué de manière prospective.

Le compte de résultat N-1 est également présenté selon la nouvelle méthode pour comparaison (3ème colonne du compte de résultat).

ANNEXE

(Article R. 123-195 à R. 123-197 du Code de commerce)

Annexe au bilan et au compte de résultat de l'exercice clos le 31/12/2025 dont le total du bilan avant répartition est de 772.212 euros, présenté sous forme de liste, et dégagant un résultat de : - 3.334 euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2025 au 31/12/2025.

Les comptes ont été arrêtés par le Conseil d'administration du 27 avril 2026.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ne sont mentionnés dans l'annexe que les informations à caractère significatif.

PRESENTATION GENERALE

Présentation de l'association :

L'association « Paz' à Pas » propose activités et services à vocation socio-éducative organisés autour d'un accueil de loisirs, de temps d'animation de pause méridienne, d'un accueil périscolaire, et d'une crèche.

Elle exerce son activité rue Françoise Dolto à Sainte-Pazanne.

Elle emploie 33 personnes au 31 décembre 2025.

Faits marquants de l'exercice :

Des fermetures de classes dans les écoles privées et publiques ont eu des effets sur les fréquentations des services périscolaires et l'accueil de loisirs des vacances notamment mais peu d'impact sur les mercredis.

Depuis 2022, des évolutions conventionnelles annuelles signées par les syndicats de la Branche Eclat, convention collective dont dépend notre association, ont impactées les coûts de notre masse salariale.

L'accord du 18 septembre 2024 a validé l'éligibilité de la branche Eclat au bonus attractivité. Ceci a eu pour effet à compter du 01/01/2025, la mise en place d'une indemnité « bonus attractivité » destinée aux professionnelles de la petite enfance qui interviennent au sein de notre crèche. Le montant de cette indemnité s'échelonne de 70 € à 110 € en fonction de la classification de chacun des salariés.

Depuis septembre 2024, les temps de préparation obligatoires pour les salariés exerçant des missions de face à face éducatif et/ou pédagogique sont progressivement mis en place à hauteur de 10 %. A l'échéance de 2026, l'avenant prévoit que la proportion consacrée à la préparation de l'acte éducatif et/ou pédagogique devra obligatoirement à minima correspondre à 15% de la durée consacrée à l'acte éducatif et/ou pédagogique.

Dans la continuité de la publication de la loi du 22/04/24 au JO les nouvelles règles d'acquisition des congés payés en cas d'arrêt de travail ont encore une incidence sur les comptes 2025. A ce titre, une somme de 4.096 € a été provisionnée pour risques et charges.

Au 28/02/2025, la directrice de la crèche a quitté ses fonctions dans le cadre d'un départ à la retraite après 17 ans de présence au sein de notre structure. A ce titre, une indemnité de départ a été versée conformément aux dispositions conventionnelles.

Au cours du mois de janvier 2025, la CAF est intervenue sur notre structure afin de procéder aux contrôles du service Accueil Collectif de Mineurs et des données déclarées relatives aux fréquentations de ce service sur l'année 2022. Un indu de 14.057,86 € a été constaté et passé dans les comptes de charges de gestion courante de l'exercice 2024.

Suite à ce contrôle, une probabilité d'un nouveau contrôle sur l'année 2024 par la CNAF demeure. De ce fait, par mesure de prudence, la provision pour risques enregistrée dans les comptes de l'exercice 2024 a été conservée.

L'association a dû faire face à des évolutions informatiques non anticipées (migration vers Windows 11 et changement du matériel informatique devenu obsolète). La sécurisation des données et le passage à la gestion électronique des documents étaient des axes d'amélioration prévus dans le prévisionnel. Ces évolutions ont eu un impact sur les investissements et maintenances informatiques.

Faits postérieurs à la clôture de l'exercice :

Une hypothèse de fermeture de 2 à 3 classes en septembre 2026 risque d'avoir une incidence sur les fréquentations des services accueil périscolaire et de loisirs.

Suite à différents contrôles réalisés par l'URSSAF, notre convention collective Eclat a redéfini les calculs de réduction générale de cotisations applicables à l'ensemble de nos contrats CDI. Ce changement de méthode a pour impact de diminuer le montant de cette réduction et par conséquent une augmentation de nos charges salariales à salariés constants.

A compter du 1^{er} mars 2026, l'association a été nouvellement assujettie à la taxe d'apprentissage.

EFFECTIF MOYEN

(Articles R.123-195 et R.123-196 du code de commerce)

	Personnel salarié	Personnel mis à disposition de l'entreprise
Cadres	3	
Agents de maîtrise et techniciens	7	
Employés	20	
Ouvriers		
Total	30	0

REGLES ET METHODES COMPTABLES

Ces comptes annuels ont été établis au 31 décembre 2025.

Conventions comptables

Les comptes annuels ont été établis conformément aux dispositions du Code de commerce, du plan comptable général et du règlement ANC 2023-03 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices,

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Ne sont mentionnées dans l'annexe que les informations à caractère significatif.

Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont évaluées à leurs coût d'acquisition (Prix d'achat et frais accessoires) ou à leur coût de production.

Selon les termes du règlement C.R.C du 03/11/2005, il est fait application de l'annexe simplifiée.

En conséquence, les principes suivants sont appliqués :

- Amortissement des immobilisations non décomposables selon la durée d'usage ;
- Approche par la méthode des composants et prise en compte de la valeur résiduelle dès lors qu'elles sont significatives et déterminées de manière fiable.

- Logiciels	2 à 3 ans
- Matériel et outillage	3 à 5 ans
- Mobilier de bureau	2 à 5 ans

Immobilisations financières

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Subventions d'investissement

Les subventions d'investissement CAF sont intégrées au résultat par quote-part au même rythme que les amortissements des biens qu'elles financent.

Fonds dédiés

Lorsqu'une subvention de fonctionnement inscrite, au cours de l'exercice au compte de résultat dans les produits, n'a pas pu être utilisée en totalité au cours de cet exercice, l'engagement d'emploi pris par l'organisme envers le tiers financeur est inscrit en charges sous la rubrique « engagements à réaliser sur ressources affectées » (compte 6894) et au passif sous le compte « fonds dédiés » (compte 194).

Les sommes inscrites sous la rubrique « fonds dédiés » sont reprises en produits au cours des exercices suivants, au rythme de réalisation des engagements, par le crédit du compte « Report des ressources non utilisées sur les exercices antérieurs » (compte 7894).

Contributions volontaires

L'association bénéficie de mise à disposition gratuite de la part de la communauté d'agglomérations de Pornic « Agglomération Cœur Pays de Retz » dont le détail est le suivant :

Fluide (eau, électricité et gaz), assurances, entretien	94.017,05 €
Mise à disposition du personnel	54.421,91 €
Mise à disposition des modulaires	25.699,63 €
TOTAL	174.138,59 €

Les locaux mis à disposition sont la maison de l'enfance « Daniel Thébaudeau » rue Françoise Dolto (bâtiment fixe + modulaires), le restaurant scolaire des Barottards, rue de l'Escale et ponctuellement des salles municipales.

Pour l'exercice 2025, les heures de bénévolat sont estimées à 393 heures, valorisées au SMIC horaire majoré de 43 % de charges sociales.

Fiscalité de l'association

Les activités de l'association ne sont pas fiscalisées.

Engagements de départ à la retraite

Le montant de l'engagement en matière de retraite est à la clôture de 148.906,75 €.
Cet engagement fait l'objet d'une reprise sur provision.

L'estimation des engagements de départ à la retraite s'effectue par collèges :

- Un premier collège regroupe les salariés de moins de 50 ans et 10 ans d'ancienneté
- Un second collège regroupe les salariés de plus de 50 ans et 10 ans d'ancienneté qui compte tenu de ces critères sont fortement susceptibles de finir leur carrière au sein de cette structure.

Premier collège :

Estimation de façon rétrospective prorata temporis (droits individuels au jour du départ à la retraite, proratisé à la date de calcul) sur la base d'une hypothèse de départ à l'initiative du salarié à l'âge de 65 ans (âge maintenu malgré la réforme légale par mesure de simplification compte tenu de l'incidence non significative des modifications apportées sur le calcul de la provision pour l'exercice 2025) en tenant compte des éléments suivants :

- Paramètres propres à chacun des salariés de l'association (âge à la date de clôture, ancienneté, statut, taux de mortalité et salaire brut annuel)
- Données spécifiques à l'association (convention collective, hypothèses de progression de la masse salariale, taux de rotation prévisible du personnel et taux de charges sociales)
- Taux d'actualisation de 3,96 %.

Second collège :

Estimation de façon rétrospective prorata temporis (droits individuels acquis au jour du départ à la retraite, proratisés à la date de calcul) sur la base d'une hypothèse de départ à l'initiative du salarié à l'âge légal en tenant compte des éléments suivants paramètres propres à chacun des salariés de l'association (âge à la date de départ à la retraite, ancienneté, statut, salaire brut annuel) et taux d'actualisation de 3,96 %.

Rémunération des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés

Selon l'article 20 de la loi n°2006-486 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement collectif, nous vous informons que les cadres dirigeants bénévoles et salariés n'ont reçu aucune rémunération et n'ont bénéficié d'aucun avantage en nature pour cet exercice.

Par ailleurs, la mention de la rémunération des dirigeants salariés conduirait à communiquer une rémunération individuelle.

TABLEAU DE SUIVI DES FONDS ASSOCIATIFS

Libellé	Solde au début de l'exercice A	Augmentations B	Diminutions C	Solde à la fin de l'exercice D = A + B - C
Fonds associatifs sans droit de reprise				
- Patrimoine intégré	55 780			55 780
- Fonds statutaires				
- Subventions d'investissement non renouvelables				
- Apports sans droit de prise				
- Legs et donations avec contrepartie d'actif immobilisés				
- Subventions d'investissement affectées à des biens renouvelables				
Ecart de réévaluation sur des biens sans droit de reprise				
Réserves statutaires ou contractuelles				
Réserves réglementées				
Autres réserves	35 000			35 000
Report à nouveau	289 245	33 083		322 328
Résultat de l'exercice	33 083	0	36 417	-3 334
Fonds associatifs avec droit de reprise				
- apports				
- legs et donations				
- Subventions d'investissement sur biens renouvelables				
Résultat sous contrôle des tiers financeurs				
Ecart de réévaluation sur des biens avec droit de reprise				
Subventions d'investissement sur biens non renouvelables	7 963	0	2 582	5 510
Provisions réglementées				
Droits des propriétaires (Comodat)				
Total	421 071	33 083	38 999	415 284

TABLEAU DE SUIVI DES FONDS DEDIES

I - SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AFFECTEES					
Ressources	Montant initial	Fonds à engager au début de l'exercice A	Utilisation en cours d'exercice B	Engagement à réaliser sur nvlles ressources affectées C	Fonds restant à engager en fin d'exercice D = A - B + C
Subventions CAF et MSA	400	400	400	0	0
Total					

II - RESSOURCES PROVENANT DE LA GENEROSITE DU PUBLIC					
Ressources	Montant initial	Fonds à engager au début de l'exercice A	Utilisation en cours d'exercice B	Engagement à réaliser sur nvlles ressources affectées C	Fonds restant à engager en fin d'exercice D = A - B + C
Dons manuels					
Total					
Legs et donations					
Total					
Total					

DETAIL DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE

Répartition par nature de charges		31/12/2025 Débit	31/12/2024 Débit
860 - Secours en nature (alimentaires, vestimentaires, ...)			
	Total		
861 - Mise à disposition gratuite de biens (locaux, matériels, ...)		174139	240 483
	Total	174 139	240 483
862 - Prestations			
	Total		
864 - Personnel bénévole		6645	5666
	Total	6645	5666
TOTAL		180 784	246 149

Répartition par nature de ressources		31/12/2025 Crédit	31/12/2024 Crédit
870 - Bénévolat		6645	5666
	Total	6645	5666
871 - Prestations en nature		174 139	240 483
	Total	174 139	240 483
875 - Dons en nature			
	Total		
TOTAL		180 784	246 149

IMMOBILISATIONS

CADRE A	Valeur brute début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluations	Acquisitions
Immobilisations incorporelles			
Frais d'établissement et de développement	Total I		
Autres postes d'immobilisations incorporelles	Total II	14 956	2 011
Immobilisations corporelles			
Terrains			
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Installations générales, agencements et aménagements des constructions		36 255	3 714
Installations techniques, matériel et outillage industriels			
Installations générales, agencements et aménagements divers		11 583	
Matériel de transport		64 308	12 620
Matériel de bureau et informatique, mobilier			
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes	Total III	112 146	16 334
Immobilisations financières			
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations			
Autres titres immobilisés		16 423	
Prêts et autres immobilisations financières	Total IV	16 423	0
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV)		143 525	18 345

CADRE B	Diminutions		Valeur brute fin d'exercice	Réévaluations Valeur d'origine
	Par virement	par cession		
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement et de développement (I)				
Autres postes d'immobilisations incorporelles (II)			16 967	
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Installations générales, agencements, aménag. Contructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels			39 969	
Installations générales, agencements, et aménagements divers				
Matériel de transport			11 583	
Matériel de bureau et informatique, mobilier			76 928	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Total III		0	128 480	
Immobilisations financières				
Participations évaluées par mise en équivalence				
Autres participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières	3 980		12 443	
Total IV	3 980	0	12 443	
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV)	3 980	0	157 890	

AMORTISSEMENTS

Cadre A					SITUATION ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE				
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES					Valeur en début d'ex.	Augment. Dotations	Diminutions Sorties / Rep.	Valeur en fin d'exercice	
Immobilisations incorporelles									
Frais d'établissement et de développement									
Total I									
Autres immobilisations incorporelles					8 409	3 424		11 833	
Total II									
Immobilisations corporelles									
Terrains									
Constructions sur sol propre									
Constructions sur sol d'autrui									
Instal. Générales, agenc. Et aménag. Constructions									
Installations techniques, matériel et outillage industriels					21 753	2 941		24 694	
Installations générales, agencements et aménagements divers									
Matériel de transport					6 757	2 316		9 073	
Matériel de bureau et informatique, mobilier					47 094	7 368		54 462	
Emballages récupérables et divers									
Total III					75 604	12 625	0	88 229	
TOTAL GENERAL (I + II + III)					84 013	16 049	0	100 062	

Cadre B VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORT. DEROGATOIR							
Immobilisations amortissables	DOTATIONS			REPRISES			Mouvements nets amort. À fin d'exercice
	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amortissement fiscal exceptionnel	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amortissement fiscal exceptionnel	

Immo. Incorporelles							
Frais d'établissém.	Total I						
Aut. Immo. Incorp.	Total II						
Immo. Corporelles							
Terrains							
Constructions sur sol propre							
Constructions sur sol d'autrui							
Inst. Gén., agenc., amén. Divers							
Inst. Techni., mat. Outil. Indus.							
Inst. Gén., agenc., amén. divers							
Matériel de transport							
Mat. Bureau, inform., mobilier							
Emballages récup. Et divers							
Total III							
Frais acq. Titres part.	Total IV						
TOT. GEN. (I+II+III+IV)							

Cadre C MOUVEMENTS DE L'EXERCICE AFFECTANT LES CHARGES REPARTIES SUR PLUSIEURS EXERCICES		Montant net début d'ex.	Augmentations	Dotations ex. aux amort.	Montant net en fin d'ex.
------------------------------------------------------------------------------------------	--	-------------------------	---------------	--------------------------	--------------------------

Frais d'émission d'emprunt à évaluer				
Primes de remboursement des obligations				

PROVISIONS ET DEPRECIATIONS INSCRITES AU BILAN

	Montant au début de l'ex.	Augmentation Dotations ex.	Diminutions : Reprise ex.		Montant à la fin de l'ex.
			Utilisées	Non utilisées	
Provisions réglementées					
Provisions pour reconstitution gisements miniers, pétroliers					
Provisions pour investissements					
Provisions pour hausse des prix					
Amortissements dérogatoires					
Dont majorations exceptionnelles de 30 %					
Provisions fiscales pour implantation à l'étranger av. 01/01/92					
Provisions fiscales pour implantation à l'étranger ap. 01/01/92					
Provisions pour prêts d'installation					
Autres provisions réglementées					
Total I					
Provisions pour risques et charges					
Provisions pour litiges					
Provisions pour garanties données aux usagers, adhérents					
Provisions pour pertes sur marchés à terme					
Provisions pour amendes et pénalités					
Provisions pour pertes de change					
Provisions pour pensions et obligations similaires	165 723		16 816		148 907
Provisions pour impôts					
Provisions pour renouvellement des immobilisations					
Provisions pour grosses réparations					
Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés payés	19 171	4 096		5 171	18 096
Autres provisions pour risques et charges					
Total I	184 894	4 096	16 816	5 171	167 003
Dépréciations					
Sur immobilisations incorporelles					
Sur immobilisations corporelles					
Sur titres mis en équivalence					
Sur titres de participation					
Sur autres immobilisations financières					
Sur stocks et en-cours	9 200	9 851	9 200		9 851
Sur compte clients					
Autres dépréciations	9 200	9 851	9 200	0	9 851
Total III					
TOTAL GENERAL (I + II + III)	194 094	13 947	26 016	5 171	176 854
- d'exploitation		13 947	26 016		
Dont dotations et reprises : - financières					
- exceptionnelles					

Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation de l'exercice (Art. 39-1-5 du CGI)

ETAT DES CREANCES ET DES DETTES

Cadre A	ETAT DES CREANCES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
De l'actif immobilisé				
Créances rattachées à des participations				
Prêts (1)		11 423	11 423	
Autres immobilisations financière				
De l'actif circulant				
Clients, usagers, adhérents douteux ou litigieux		9 851	9 851	
Autres créances clients, usagers, adhérents		40 808	40 808	
Créances représentatives de titres prêtés				
Personnel et comptes rattachés				
Sécurité sociale et autres organismes sociaux				
Impôts sur les bénéfices				
Taxe sur la valeur ajoutée				
Autres impôts taxes et versements assimilés				
Divers				
Confédération, fédération, union, associations affiliées				
Débiteurs divers		126 112	126 112	
Charges constatées d'avance		10 263	10 263	
Total		198 457	198 457	
(1) Dont prêts accordés en cours d'exercice				
(1) Dont remboursements obtenus en cours d'exercice				

Cadre B	ETAT DES DETTES	Montant brut	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (1)					
Autres emprunts obligataires (1)					
Emprunts et dettes auprès 'établissements de crédit : (1)					
- à un an maximum à l'origine					
- à plus d'un an à l'origine					
Emprunts et dettes financières diverses (1)					
Fournisseurs et comptes rattachés		29 486	29 486		
Personnel et comptes rattachés		80 742	80 742		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux		64 112	64 112		
Impôts sur les bénéfices		2 208	2 208		
Taxe sur la valeur ajoutée					
Obligations cautionnées					
Autres impôts, taxes et versements assimilés		12 288	12 288		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés					
Confédération, fédération, union, associations affiliées					
Autres dettes					
Dettes représentatives de titres empruntés					
Produits constatés d'avance					
Total		188 836	188 836		
(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice					
(1) Emprunts remboursés en cours d'exercice					

Dans le cadre de l'application du règlement ANC n°2018-06, l'association a procédé au reclassement du compte 4687 vers le compte 467.

PRODUITS A RECEVOIR

(Articles R.123-195 et R.123-196 du code de commerce)

Produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	31/12/2025	31/12/2024
Créances rattachées à des participations		
Autres titres immobilisés		
Prêts		
Autres immobilisations financières		
Créances clients et comptes rattachés		
Autres créances	124 434	115 799
Valeurs mobilières de placement		
Disponibilités		
Total	124 434	115 799

CHARGES A PAYER

(Articles R.123-195 et R.123-196 du code de commerce)

Charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	31/12/2025	31/12/2024
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dette financières divers		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	12 888	13 309
Dette fiscales et sociales	79 037	81 382
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes :	0	0
Total	91 925	94 691

PRODUITS ET CHARGES CONSTATES D'AVANCE

(Articles R.123-195 et R.123-196 du code de commerce)

Produits constatés d'avance	31/12/2025	31/12/2024
Produits d'exploitation		
Produits financiers		
Produits exceptionnels		
Total	0	0

Charges constatées d'avance	31/12/2025	31/12/2024
Charges d'exploitation	10 263	8 340
Charges financières		
Charges exceptionnelles		
Total	10 263	8 340